

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Santé : le personnel de Melen en grève

Prissilia.M.MOUIITY
Libreville/Gabon

Le mot d'ordre donné mardi dernier par le Syndicat national des agents de santé (Synas) est bien suivi, depuis hier, par le personnel soignant du Centre hospitalier régional de l'Estuaire-Melen. Les nombreux malades qui ont fait le déplacement de cet établissement de soins pour se faire ausculter n'ont malheureusement pas été reçus. Et ce, malgré la présence des médecins et infirmiers sur les lieux. Et l'annonce d'un service minimum.

Le personnel de cet établissement sanitaire dit être exaspéré par le fonctionnement de cette structure, l'obsolescence de son plateau technique, les mauvaises conditions de travail, et exige, entre autres, le paiement de leurs primes et le départ immédiat du directeur des Affaires financières

(Daf). "Nous avons un certain nombre d'exigences. S'agissant du fonctionnement de l'hôpital de Melen, il y a des personnes qui ont appauvri cette structure, à l'instar du directeur des Affaires financières dont nous exigeons le départ. Dans l'immédiat, nous réclamons un nouveau plateau technique, des médicaments dans chacun des services de l'hôpital", a fait savoir Franck Biyogho Bi Mba, président du Synas.

Cette crise, selon les grévistes, serait un mal nécessaire. L'hôpital de Melen ayant besoin de redorer son blason, le bureau du Synas attend des autorités compétentes un nouveau dirigeant à la tête de cette structure, des managers capables de diriger le Centre hospitalier régional de l'Estuaire-Melen

À noter qu'un service minimum est annoncé entre 8 heures et 10 heures, uniquement au service des urgences.



Des patients ayant trouvé portes closes, n'ont pu être reçus hier matin à l'hôpital de Melen.

Photo : Prissilia Moussavou Mouity

VIH/Sida et tuberculose : place à l'action



Les participants au premier forum sur la tuberculose et le VIH/Sida.

Photo : CM

CM

Libreville/Gabon

Le premier forum national sur la tuberculose et le VIH a pris fin mercredi à Libreville, sur une note de satisfaction de tous les participants. Ces travaux de deux jours ayant vu l'implication effective des experts et professionnels de la santé, acteurs sociaux, partenaires bilatéraux et multilatéraux du système des Nations unies et de la société civile, ont débouché sur de nombreuses recommandations, avec une volonté affichée d'en découdre avec ces maux.

Il a ainsi été recommandé au gouvernement de poursuivre l'approvisionnement

des médicaments de 1re et de 2e intentions, ainsi que des réactifs de laboratoire et les cartouches Xpert, d'étudier une alternative avec la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), en vue de faciliter l'accès à moindre coût aux bilans préthérapeutiques et de suivi.

Les participants ont également demandé la reconnaissance de la tuberculose et du VIH comme maladie professionnelle impliquant une indemnisation, la pérennisation de l'appui nutritionnel après le retrait des partenaires pour les malades de la tuberculose multirésistante.

Au ministère de la santé, il a été recommandé, entre autres, l'élaboration d'une

politique nationale de santé communautaire, de financer le renforcement des capacités des personnels impliqués dans la lutte contre la tuberculose et le VIH, pour le démarrage effectif des activités de collaboration. Les personnels de santé devront désormais prendre en charge les deux maladies dans toutes les structures périphériques, et respecter scrupuleusement les directives nationales des deux programmes de lutte contre la tuberculose et le VIH.

Au regard de l'impact dévastateur de la tuberculose et du VIH sur la population, et reconnaissant que "la réduction de l'incidence et des décès causés par ces deux maladies peuvent être possibles, à condition qu'un financement soutenu soit disponible et complété par un leadership national et la mobilisation des professionnels à tous les niveaux du système de santé", les participants à ce premier forum national ont pris des engagements forts, en vue d'éradiquer la tuberculose et de stabiliser le VIH dans notre pays.

Le secrétaire général du ministère de la Santé, procédant à la clôture de ces assises, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à faire en sorte que les ressources nécessaires soient mises à disposition des deux programmes sanitaires mobilisés pour ce premier forum.

Le clin d'œil de

lybek

